

Francophonie, l'envers du décor

Soumis par La Rédaction
23-10-2008

Amnistie internationale Certains considèrent que ce serait un sacrilège que de s'en prendre à une institution comme la Francophonie, à tel point que la seule chose que l'on aimerait que l'opinion retienne, c'est l'image aseptisée que cette organisation renvoie ; Avec son défilé de chefs d'État, tirés à quatre épingles, et que l'on réunit régulièrement au frais des contribuables au cours d'un sommet durant lequel les discours prononcés et les décisions prises n'ont finalement jamais aucune incidence positive sur le quotidien des millions de personnes qui utilisent le « français » comme langue officielle à travers le monde.

Ces sommets, outre le fait qu'ils intéressent que ceux qui y participent, concentrent également en leur sein une bonne partie des pires prédateurs politiques actuellement en exercice sur la planète. Cependant, ceux-ci n'ont rien à craindre, car non seulement la critique n'a pas sa place dans cette concentration un peu particulière, mais plus grave encore, le seul véritable langage que partagent les membres de ce club, c'est la « langue de bois », celle qui sert à arrondir indéfiniment les angles, à justifier l'injustifiable, à manipuler, à mentir et à tromper.

Évidemment, l'on pourrait nous rétorquer qu'il se passe bien d'autres choses durant ces sommets. Mais là encore nous savons ce qu'il en est, car à l'instar de l'Union Africaine au sein duquel trône la « crème des crèmes » en matière d'autocrate et de ploutocrate ; La Francophonie est finalement qu'une extension, un « club dans le club », certes, moins chaotique et plus feutrée dans son organisation, mais tout aussi figé dans sa conception, ses rouages internes, sa vision du monde et la considération que portent pour leur peuple la plupart des chefs d'État qui y siègent, certains depuis plus d'une décennie.

« Amnistie internationale » en donne une parfaite illustration à travers sa « Synthèse de la situation des droits humains dans les pays membres de la francophonie » préparée dans le cadre du sommet de la Francophonie de Québec du 18 au 19 octobre et reprise par le réseau Canoë dans les termes ci-dessous. La Rédaction

Un toast avec des dictateurs
Yves Chartrand
Journal de Montréal
17/10/2008 08h59 - Mise à jour 17/10/2008 12h08

Sommet de la francophonie - Un toast avec des dictateurs.

Le passage de Nicolas Sarkozy aujourd'hui à Québec risque de faire oublier un aspect beaucoup moins glorieux de la Francophonie. Celui d'une organisation internationale dont une grande partie des pays membres violent les droits humains en pratiquant la torture, les détentions arbitraires et aussi l'esclavagisme.

À Québec

Dans un rapport préparé en prévision du Sommet de la Francophonie et qui sera rendu public aujourd'hui, Amnistie internationale Canada francophone trace un portrait très sombre de la situation des droits humains dans les 55 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Nos dirigeants politiques Stephen Harper et Jean Charest porteront des toasts durant le prochain week-end avec des dirigeants que l'on peut qualifier de potentats et de dictateurs.

Torture

Selon Anne Sainte-Marie, porte-parole d'Amnistie internationale, «il n'y a pas de doute que les pays de l'espace francophone sont surreprésentés parmi les pays de la planète où la torture est une pratique largement répandue.

Selon le rapport, la guerre au terrorisme a été «instrumentalisée» dans des pays francophones «pour légitimer des pouvoirs étendus d'arrestations arbitraires et des mesures répressives pouvant aller jusqu'à la torture».

Les détentions arbitraires, la torture et autres mauvais traitements «continuent d'être employés par des chefs d'État et de gouvernement comme outils pour préserver le contrôle du pouvoir et déstabiliser l'opposition politique».

Amnistie internationale estime en outre que des millions de personnes connaissent l'insécurité alimentaire et la faim, «en raison des violations de leurs droits humains».

Déclaration de Bamako

Malgré la Déclaration de Bamako en 2000, où les pays membres de la Francophonie se sont engagés à promouvoir une culture démocratique, les violations massives des droits humains se sont poursuivies et même accentuées dans plusieurs pays membres de la Francophonie. Amnistie internationale déplore l'inaction de l'OIF.

Pourtant, la violation des droits humains ne figure pas ou peu à l'ordre du jour du XIIe Sommet à Québec. Le premier ministre Jean Charest a préféré demander cette semaine que les questions de la crise financière et de l'environnement soient impérativement abordées lors des discussions.

LES CHEFS D'ÉTAT RENCONTRÉS PAR JEAN CHAREST

Jean Charest, coprésident du Sommet de la Francophonie, a entrepris depuis mercredi un véritable marathon de rencontres avec des dirigeants de pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Plusieurs d'entre eux sont sévèrement jugés par Amnistie internationale. Voici un bref portrait de quelques pays dont les dirigeants ont rencontré Jean Charest.

Mali

AMADOU TOUMANI TOURÉ

est président de la république depuis le 8 juin 2002. Le Mali est considéré par Amnistie internationale comme un des pires pays pour la traite des enfants, qui sont vendus à l'étranger où ils sont soumis à l'esclavage et au travail forcé.

Cambodge

LE ROI NORODOM SIHAMONI

est en place depuis 2004. Amnistie internationale reproche au Cambodge l'expulsion de milliers de personnes pour faire place à des projets immobiliers de grande envergure. Ceux-ci perdent leurs terres, leurs maisons et leurs moyens de subsistance.

Gabon

LE PRÉSIDENT EL HADJ OMAR BONGO ONDIMBA

est en poste depuis 1967, fondé sur un parti unique. La persistance du trafic des enfants malgré l'adoption d'une loi est soulignée par Amnistie internationale. L'organisme s'inquiète particulièrement pour les enfants étrangers exploités par le marché noir ou réduits en esclavage.

Égypte

MOHAMMED HOSNI MOUBARAK

est président depuis 1981. On estime à 18 000 le nombre de personnes maintenues en détention sans inculpation dans des conditions jugées cruelles, inhumaines ou dégradantes. Au moins 20 personnes sont mortes à la suite de sévices ou tortures.

République démocratique du Congo

JOSEPH KABILA KABANGE

est président depuis 2001 (a succédé à son père). Le 31 janvier et le 1er février derniers, 95 civils ont été tués par l'armée et la police, qui ont eu recours à une force disproportionnée, voire à des exécutions sommaires, pour mater des mouvements de protestation violents.

Niger

MAMADOU TANDJA

est président depuis 1999. L'esclavage est encore pratiqué dans plusieurs régions du pays. Le nombre croissant d'enfants victimes d'exploitation sexuelle, y compris à des fins de prostitution et de pornographie, est alarmant.

Maroc

LE ROI MOHAMMED VI

Plusieurs membres de l'Association marocaine des droits humains qui avaient participé à des manifestations pacifiques avec des slogans critiquant la monarchie ont été incarcérés et inculpés. Au Maroc, l'homosexualité constitue une infraction pénale. Sources : Synthèse de la situation des droits humains dans les pays membres de la Francophonie, octobre 2008, Amnistie internationale Recherche : Serge Laplante.

Télécharger au format PDF : Synthèse de la situation des droits humains dans les pays membres de la francophonie (Amnistie internationale) (657 ko).

Consulter la version originale de l'article publié par le réseau Canoë : Un toast avec des dictateurs Sommet de la Francophonie 2010 à Madagascar comment un ploutocrate décroche la timbale

